

David Ray Griffin

Le Nouveau Pearl Harbor

Traduit de l'américain par
Pierre-Henri Bunel

Éditions Demi-Lune

PRÉFACE

David Ray Griffin a écrit un livre remarquable. Si on le lit attentivement en ne lui accordant ne fût-ce que 30 % d'ouverture d'esprit, il est presque certain que cela changera notre perception du fonctionnement de la démocratie constitutionnelle des États-Unis aux plus hauts niveaux du gouvernement. En cela, il s'agit d'un livre dérangeant qui dépeint une crise profonde de la légitimité politique du plus puissant État souverain de l'histoire du monde, un pays qui se trouve de plus entraîné dans la première guerre sans frontières ni marqueurs de la victoire ou de la défaite. Si *Le Nouveau Pearl Harbor* recueille tout l'intérêt qu'il mérite largement de la part du public et des médias, il devrait changer le débat public en général et exercer une influence positive sur la façon dont se dessine l'avenir. En fait, il est rare qu'un livre ait cette capacité de devenir un élément déterminant de l'Histoire.

Ce qui lui donne son caractère si particulier, c'est qu'il s'aventure sur le terrain le plus sensible et le plus sujet à polémique: le comportement officiel, au sens le plus large du terme, vis-à-vis de la tragédie du 11 Septembre. Il le fait avec l'esprit d'examen le plus objectif couplé avec l'expression de la plus puissante des vertus intellectuelles: la volonté de permettre à la recherche de suivre le chemin tracé par les éléments de preuves et la raison, où qu'il mène. Et dans le cas présent, il nous mène aux destinations les plus explosives où naissent des doutes graves au sujet de l'intégrité et de la conception du monde de ceux de nos dirigeants qui exercent la plus haute autorité sur le comportement de notre pays et sur sa destinée. En particulier dans le domaine de notre sécurité nationale qui englobe une guerre outre-mer et l'étouffement des libertés en métropole. Griffin développe, avec brio, un argumentaire accablant qui milite en faveur d'une enquête complète et sans entraves, entièrement étayée et aussi importante que nécessaire, sur comment et pourquoi le 11 Septembre a pu se produire, ainsi que sur la raison pour laquelle une telle faillite, sans précédent, de notre système de sécurité nationale n'a pas fait l'objet d'investigation immédiate étant donné qu'il s'agit de la première des priorités nationales. Il existe tellement de lacunes dans les thèses officielles sur le 11 Septembre qu'il n'en reste aucune synthèse vraisemblable et cohérente, et jusqu'à ce jour, nous avons continué à tituber de l'avant comme si la vérité sur ces événements traumatisants ne présentait plus aucun intérêt.

Griffin nous démontre avec une grande perspicacité et en s'attaquant avec détermination aux nombreux aspects de la politique de sécurité globale de l'administration Bush, qu'il est absolument primordial de connaître, même avec du retard, la vérité sur le 11 Septembre. L'accumulation de faits inexplicables, les efforts des autorités au pouvoir pour forclorre* toute enquête indépendante, et les preuves de l'existence d'un projet des proches de la mouvance Bush antérieur au 11 Septembre visant à réaliser exactement ce qu'ils sont en train de faire sur la base du mandat que leur a donné cet événement, sont autant de raisons pour que le lecteur des conclusions de Griffin soit facilement convaincu. Comme je l'ai dit, 30% de réceptivité suffisent, ce qui signifie que tout le monde, à l'exception des suppôts inconditionnels et bornés de la façon dont Bush exerce la présidence, devrait être convaincu par la thèse centrale de cet ouvrage.

Il faut souligner que ce livre n'appartient pas au genre littéraire de «la théorie du complot», en tout cas, comme le souligne Griffin lui-même, au sens péjoratif du terme tel qu'on l'entend d'habitude. Il s'agit d'un examen méticuleux et scrupuleux des indices existants qui reprend les nombreuses incohérences entre la version officielle des événements présentée par le gouvernement et les meilleurs renseignements dont on dispose.

Naturellement, il convient de se demander, si la conclusion vers laquelle conduisent les éléments de preuves de Griffin est la bonne, pourquoi on n'a pas raconté plus tôt cette «histoire du siècle» à notre pays. Pourquoi les médias sont-ils restés muets? Pourquoi le Congrès est-il resté aussi passif dans son rôle de chien de garde face au pouvoir, chargé avant tout de protéger le peuple américain? Pourquoi des fonctionnaires aux principes moraux élevés n'ont-ils pas présenté leur démission, démissions qui auraient été suivies de révélations chocs? Des questions ont été soulevées ici et là, des accusations de complicité des autorités courent depuis les premiers jours, en particulier en Europe mais, pour autant que je sache, aucun Américain jusqu'à Griffin n'a eu la patience, la fermeté, le courage et l'intelligence suffisants pour rassembler tant d'éléments et en faire un récit cohérent.

Une partie de la difficulté à être crédible sur ces sujets si dérangement pour la confiance du public envers la légitimité du pouvoir d'État tient au fait que les voix accusatrices qu'on entend le plus souvent sont criardes et irresponsables. Elles sont facilement invalidées comme étant «paranoïaques» ou «extravagantes» sans qu'on y prête plus ample attention, ni qu'on se

* *Forclorre* : empêcher une action en justice après un certain délai. Rapprocher l'emploi de ce mot par l'auteur du fait que les bénéficiaires des allocations issues de la quête nationale au profit des familles des victimes du 11 Septembre n'ont touché des subsides qu'après avoir promis, une fois reçus les fonds, de ne pas engager de poursuites judiciaires contre l'État du fait des attentats. (NdT)

demande si les préoccupations qu'elles évoquent méritent d'être examinées. Tout au contraire, l'approche de Griffin est calme et son argumentaire en permanence étayé, ce qui rend son analyse incontestablement irréfutable.

Mais il existe des forces perturbatrices qui œuvrent pour barrer l'accès à la vérité sur le 11 Septembre. Sans arrêt, depuis cette date, la grande presse a travaillé main dans la main avec le gouvernement à organiser une ferveur patriotique qui a dépeint sous les couleurs de la déloyauté, toute expression de doute envers les autorités du pays. Les personnalités des médias, comme Bill Maher, qui ont mis en question la version officielle, même de manière informelle, ont été licenciées, mises sur la touche et réduites au silence : un glacial message d'intimidation pour quiconque était tenté de faire entendre une voix dissidente. Agiter le drapeau américain a remplacé toute pensée critique et indépendante, et des slogans du style «ensemble nous tiendrons» ont servi de bâillon étouffant toute tentative de critique. Cette équation de patriotisme et d'acceptation sans réserve de la politique de l'administration actuelle a été utilisée par ces conseillers du président pour qui le 11 Septembre fut, non une tragédie nationale, mais, selon les mots du secrétaire à la Défense Donald Rumsfeld lors d'une interview télévisée avec Jim Lehrer lors du deuxième anniversaire des attentats, «une bénédiction déguisée».

Au moment où l'appel lancé par les tenants du patriotisme a commencé à s'estomper des mémoires, voici une autre dynamique qui y est liée et qui manœuvre à nous tenir éloigné de la vérité : ce que les psychiatres appellent le «déli» . Les réalités pénibles de l'occupation de l'Irak empêchent la plupart des Américains de reconnaître que toute l'entreprise, y compris la mort et la mutilation de jeunes compatriotes, est la conséquence de la manipulation volontaire de la réalité par les autorités élues de ce pays, en particulier l'affirmation selon laquelle Saddam Hussein est responsable des événements du 11 Septembre. Ce sentiment désagréable prend de l'ampleur si on envisage la possibilité que ces événements ont été dès le début, voire avant, dissimulés par un tissu de mensonges. Une partie du réflexe de déni vient d'un désir désespéré d'éviter de devoir faire face aux épouvantables réalités que renferme la structure du pouvoir du gouvernement qui contrôle nos existences.

Le livre de Griffin est l'antidote indispensable au refus collectif qui a paralysé la conscience de la nation au cours de ces quelques dernières années. À tout le moins, il devrait donner lieu à un débat, certes tardif, mais bien mieux vaut tard que jamais. Thomas Jefferson nous avait avertis, jadis, que «la vigilance permanente est le prix de la liberté».

À ce stade du développement des États-Unis, on ne peut admettre une attitude politique béate dont l'un des volets consiste à accepter sans discussion la bonne foi de notre gouvernement. Après tout, l'histoire fourmille de manipulations de l'opinion publique, en particulier en ce qui concerne la

guerre et la paix. Les historiens s'accordent de plus en plus à admettre qu'on a manipulé les faits à propos de l'explosion de l'*USS Maine* pour justifier la guerre hispano-américaine de 1898, à propos de l'attaque japonaise sur Pearl Harbor pour justifier une entrée des États-Unis dans la seconde guerre mondiale, (entrée en guerre jusque-là très impopulaire), à propos de l'incident du golfe du Tonkin de 1964 dont la Maison Blanche s'est servie pour justifier la dramatique extension de la guerre du Vietnam au Nord Vietnam et, plus récemment, pour prétendre que l'Irak détenait un arsenal menaçant d'armes de destruction massive pour justifier le recours à la guerre au mépris du droit international et des Nations Unies. Les explications officielles d'événements tels que les bombardements d'Hiroshima et de Nagasaki ou l'assassinat du président Kennedy n'ont pas non plus provoqué d'examen de la part d'intellectuels impartiaux. En ce sens, la perte de confiance des citoyens des États-Unis envers leur gouvernement a des racines qui plongent loin dans l'histoire et ne relève pas d'une simple accusation partisane portée contre le gouvernement actuel en liaison avec l'aile droite du parti républicain. Mais elle nous pose de fait une question fondamentale et lancinante. Pourquoi la thèse officielle sur le 11 Septembre devrait-elle être considérée comme sacro-sainte et prise pour argent comptant, surtout dans la mesure où elle a servi de justification aux entreprises les plus dangereuses de l'histoire du monde ?

Comme le démontre Griffin, point n'est besoin d'admettre toutes les thèses exprimant la méfiance pour conclure que la thèse officielle sur le 11 Septembre n'a strictement rien de convaincant. Son approche se base sur l'effet cumulatif des nombreuses zones d'ombre dans le récit officiel de ce qui s'est passé, zones d'ombre liées aux avertissements préalables et à plusieurs indices de l'existence d'actions ayant facilité les frappes, à des différences particulières entre la description des événements par les médias et le gouvernement d'une part, et les éléments de preuve indépendants sur ce qui s'est vraiment passé, d'autre part, et au manque d'esprit de coopération du gouvernement concernant le déroulement des enquêtes. Chaque partie de cette histoire suffit à justifier l'affirmation fondamentale de Griffin selon laquelle ce pays, et le monde, méritent une information complète, vraisemblable, crédible et immédiate sur le comment et le pourquoi de cette journée fatidique. Une telle étape ferait montre aujourd'hui de la sagesse intemporelle de la célèbre réponse de Benjamin Franklin à la question qu'on lui posait sur ce qu'avait réalisé l'Assemblée constituante de Philadelphie : « Une République, si vous la conservez ».

Richard Falk

INTRODUCTION

On a souvent comparé les attaques du 11 Septembre à celle sur Pearl Harbor. Ainsi, le journaliste d'investigation James Bamford a décrit les réactions du président Bush « au cœur d'un Pearl Harbor moderne. »¹ CBS news a raconté que le président lui-même, a écrit dans son journal avant d'aller se coucher au soir du 11 Septembre : « Aujourd'hui a été le Pearl Harbor du XXI^e siècle »².

On a souvent fait cette comparaison comme argument pour expliquer que la riposte au 11 Septembre a été analogue à celle des États-Unis face à l'attaque sur sa base navale d'Hawaï. Immédiatement après le discours du président Bush au pays le 11 septembre 2001, Henry Kissinger met en ligne sur Internet un article dans lequel il écrit : « Le gouvernement devrait lancer une riposte systématique qui, on peut l'espérer, aboutira au même résultat que celle à l'attaque sur Pearl Harbor, à savoir la destruction de l'organisation coupable du crime ». ³ L'éditorial d'un numéro de l'hebdomadaire *Time*, paru juste après les attaques, insiste : « Pour une fois, ne nous lançons pas dans des discours lénifiants... Un jour d'infamie ne peut que susciter la rage. Mettons-nous en rage. Ce qu'il nous faut c'est une noire colère américaine, partagée par tous et qui nous unisse, comme après Pearl Harbor. »⁴

Certains de ces rapprochements ont conduit à noter que les frappes ont en effet provoqué une riposte mettant en œuvre les forces armées américaines, comme l'avait produit l'attaque japonaise. En 2000 des gens qui n'allaient pas tarder à faire partie des plus hauts personnages de l'administration Bush, prédisent que les changements qu'ils comptent mettre en œuvre seront difficiles à faire accepter par l'opinion « à moins que ne se produise un nouveau Pearl Harbor »⁵. Faisant état de cette prédiction, le journaliste australien John Pilger écrit : « Les attaques du 11 septembre 2001 ont fourni ce "nouveau Pearl Harbor". »⁶ Un membre de l'Institut des Études Stratégiques de l'Armée de Terre américaine considère qu'après le 11 septembre 2001, « le soutien de l'opinion à une action militaire est du même ordre que la réaction du public après l'attaque sur Pearl Harbor. »⁷

Ces rapprochements avec Pearl Harbor semblent se justifier. Les événements du 11 Septembre, tout le monde en convient, sont les plus importants de la période récente, tant pour l'Amérique que pour le reste du monde. Les attaques de cette journée ont ouvert la voie à des restrictions significatives des libertés civiles aux États-Unis de la même façon

que Pearl Harbor a entraîné des restrictions de libertés pour les citoyens américains d'origine japonaise.⁸ Ces frappes ont également servi de prétexte à une guerre mondiale contre la terreur, conduite par les États-Unis et dont les guerres d'Afghanistan et d'Irak ont été les deux phases principales jusqu'à présent.

En outre, de plus en plus de gens perçoivent la « guerre contre la terreur » de l'administration Bush comme un prétexte autorisant un impérialisme à l'agressivité accrue. Par exemple, Phyllis Bennis soutient que le 11 Septembre est « le résultat d'une politique internationale imposée au reste du monde à travers des faits du prince auquel personne ne s'oppose. »⁹ Naturellement, cela fait quelque temps que des historiens soulignent que les autorités américaines aspirent depuis longtemps à un empire qui engloberait l'ensemble du monde.¹⁰ Mais la plupart des contempteurs de la politique internationale américaine pensent que l'administration Bush II, en particulier depuis le 11 Septembre, a été plus explicite sur ses objectifs, voit plus loin et fait preuve de plus en plus d'arrogance.¹¹ En fait, Richard Falk en parle comme d'un « projet de domination mondiale ». ¹² On a beau avoir assisté à des protestations de bons sentiments envers l'Amérique après le 11 Septembre ainsi qu'à une volonté générale de soutenir sa position selon laquelle les attaques l'autorisent à se lancer dans une guerre contre le terrorisme à l'échelle de la planète, cette bonne volonté s'est rapidement estompée. La politique étrangère américaine est dorénavant la cible de critiques de plus en plus générales et sévères de la part du monde entier, plus encore qu'à l'époque de la guerre au Vietnam. Certes, mais la réponse des Américains à tous ces reproches, c'est « 11 Septembre ». Lorsque les Européens émettent des critiques devant l'intention de l'administration Bush de se lancer dans la guerre contre l'Irak, par exemple, plusieurs faiseurs d'opinion américains favorables à la guerre expliquent que les divergences de vues viennent de ce que les Européens n'ont pas subi les attaques du 11 Septembre.

L'ÉCHEC DE LA PRESSE

Étant donné le rôle du 11 Septembre dans la marche vers cet impérialisme plus affiché et plus agressif, certains observateurs ont suggéré que les historiens en viendront à considérer cette date comme le vrai début du XXI^e siècle.¹³ Néanmoins, malgré la quasi-unanimité sur le fait que le 11 Septembre est un événement d'importance majeure, l'opinion publique s'est peu penchée sur l'événement lui-même. Lors du premier anniversaire des frappes, on lisait dans les colonnes du *New York Times* : « Au bout d'un an, le public en sait moins sur les circonstances de la mort de

2801 personnes au bas de Manhattan au vu et au su de tout le monde que les gens de 1912 n'en ont appris à l'époque sur le naufrage du *Titanic*.»¹⁴ Il en est ainsi en partie parce que l'administration Bush, sous prétexte que les enquêtes feraient passer au second plan la « guerre contre le terrorisme » qui est une nécessité, s'est opposée à la constitution d'une commission. Mais le manque d'information du public sur le 11 Septembre est aussi largement dû au fait que le *Times* et autres organes de presse de premier plan ont refusé les reportages d'investigation grâce auxquels on aurait pu pallier le manque d'information de l'opinion. Un an plus tard encore, la situation était restée pratiquement la même. Le 11 septembre 2003, un pigiste du *Philadelphia Daily News* posait la question suivante: « Pourquoi, au bout de 730 jours en savons-nous si peu sur ce qui s'est réellement passé ce jour-là ? »¹⁵

La presse américaine, tout particulièrement, n'a pas enquêté en profondeur pour déterminer si la version officielle des événements cadre avec les éléments indiscutables dont on dispose et si en d'autres termes, elle est vraisemblable.¹⁶

De nombreux articles de journaux et émissions de télévision ont bien soulevé plusieurs questions gênantes à propos de la thèse officielle, montrant qu'on y trouve des éléments qui paraissent illogiques ou en contradiction avec certains faits avérés. Mais la presse n'a pas mis les autorités gouvernementales face à ces apparentes invraisemblances ou contradictions. En outre, les mass media n'ont pas présenté au public de vue d'ensemble qui récapitule toutes les questions gênantes qu'ils ont fini par se poser. De nombreux journalistes, dont certains internationalement connus comme Gregory Palast, primé par la profession, ou Barrie Zwicker, lauréat du prix canadien du journalisme (voir notes 16 et 18), ont écrit de nombreux articles d'importance capitale. Mais ces articles, s'ils ont été lus, ont été largement effacés de la conscience collective; ils sont restés la production individuelle de reporters brillants et courageux mais, jusqu'à présent, on ne les a jamais autorisés à apporter leur contribution à l'établissement de la vérité. Finalement, bien que des individus par ailleurs crédibles aient présenté de sévères critiques à l'encontre de la thèse officielle, les mass media n'ont pas fait connaître ces contributions au public.

Critiquer la thèse officielle relève du brûlot, parce que cela signifie que les dirigeants américains, président compris, ont mis sur pied une énorme imposture.

Et s'ils ont bâti cette thèse mensongère, ils l'ont fait, penseront la plupart des gens, pour couvrir leur propre complicité. C'est, de fait, la conclusion de la plupart des opposants à la thèse officielle. C'est à coup sûr une accusation incendiaire. Mais comment revendiquer la liberté de la presse –

le quatrième pouvoir – si la presse se refuse à enquêter sur les accusations portées contre le président en place au motif que le risque de se brûler est trop grand? Les accusations portées contre le président Nixon dans le scandale du Watergate étaient brûlantes, celles contre le président Reagan dans l'affaire dite de l'Irangate – l'affaire des Contras au Nicaragua – étaient également brûlantes. Les diverses accusations portées contre le président Clinton, aussi. Pourtant, la presse a couvert toutes ces affaires, quoique tardivement en ce qui concerne les deux premières. C'est justement dans ce genre de situations qu'on a besoin d'une presse indépendante.

Mais voilà, la presse n'a pas fait son travail à propos du 11 Septembre. Et pourtant, si la version officielle des événements du 11 Septembre se révélait fautive, les conséquences seraient énormes, bien plus qu'après les scandales précédents. La thèse officielle sur le 11 Septembre a servi de justification aux guerres d'Afghanistan et d'Irak qui ont entraîné la mort non seulement de milliers de soldats mais aussi de bien plus de civils innocents qu'il n'y eut de victimes le 11 Septembre. Cette thèse a servi de justification à des dizaines d'autres opérations de par le monde, dont la plupart sont restées ignorées du peuple américain. On s'en est servi pour justifier le USA PATRIOT ACT, au moyen duquel on a amputé les libertés civiles des Américains. On s'en est servi aussi pour justifier l'incarcération arbitraire d'innombrables personnes à Guantanamo et ailleurs. Et pourtant la presse s'est montrée moins agressive dans ses questions au président Bush à propos du 11 Septembre que dans celles posées au président Clinton à propos de ses relations avec Monica Lewinsky, sujet beaucoup moins grave, par comparaison.

Certains initiés ont admis l'échec des médias américains. Par exemple, Rena Golden, vice-président exécutif et directeur général de CNN International, aurait dit en août 2002 que la presse américaine s'est autocensurée tant à propos du 11 Septembre que de la guerre en Afghanistan. Golden ajoute: «Celui qui prétend que les médias américains ne se sont pas autocensurés se fiche de vous. Et ce n'est pas vrai seulement pour CNN. Tout journaliste qui a couvert d'une manière ou d'une autre le 11 Septembre a sa part de responsabilité.¹⁷ Quant à savoir pourquoi les choses se sont passées ainsi, le présentateur de CBS Dan Rather a déclaré:

Il fut un temps en Afrique du Sud où on passait un pneu enflammé autour du cou des dissidents. Et d'une certaine manière, ici, on a peur de subir le même sort pour manque de patriotisme. Aujourd'hui, c'est cette peur qui empêche les journalistes de poser les questions les plus épineuses.¹⁸

L'aveu de Rather explique sûrement au moins une partie de la réticence de la presse à mettre en question la version officielle, en particulier parce que les journalistes considérés comme non-patriotes risquent de perdre leur emploi.

L'un des principaux opposants à la thèse officielle, Thierry Meyssan, estime que les Américains considèrent toute forme de critique de la version officielle non seulement comme une preuve de manque de patriotisme mais encore comme un sacrilège. Le 12 septembre, nous rappelle Meyssan, le président Bush annonce son intention de conduire « *une lutte monumentale du Bien contre le Mal.* »¹⁹ Le 13 septembre il déclare que le lendemain sera une journée de prière et de souvenir des victimes des attaques terroristes. Et le 14 septembre, le président en personne entouré de Bill Graham, d'un cardinal, d'un rabbin et d'un imam ainsi que de quatre anciens présidents et de nombre de parlementaires, prononce un sermon, dans lequel il annonce :

Notre responsabilité devant l'histoire est claire : répondre à ces attaques et libérer le monde du Mal. On nous a fait la guerre par la ruse, la supercherie et l'assassinat. Notre nation est pacifique mais lorsqu'on la met en colère, elle devient féroce... À chaque génération, le monde a produit des ennemis de la liberté humaine. Ceux-ci ont attaqué l'Amérique parce qu'elle est l'âme et la défense de la liberté. L'engagement pris par nos pères est devenu l'appel du temps présent... Demandons à Dieu tout-puissant de veiller sur notre pays et de nous insuffler patience et volonté pour tout ce qui est à venir... Qu'Il guide notre pays pour toujours. Que Dieu bénisse l'Amérique !²⁰

Par cet événement sans précédent au cours duquel le président des États-Unis lance une déclaration de guerre depuis une cathédrale, remarque Meyssan « le gouvernement américain a sacralisé... sa version des faits. Désormais, dans le monde entier, toute contestation de la vérité officielle sera vécue comme un sacrilège. »²¹

LE 11 SEPTEMBRE ET LA GAUCHE

Comme l'admettent tant Rena Golden que Dan Rather, il n'y a rien d'étonnant à ce que les principaux organes de la presse des États-Unis se soient gardés de soulever ces questions gênantes à propos de la thèse officielle si le seul fait de le faire passe à la fois pour antipatriotique et sacrilège. Il n'est pas davantage surprenant que les commentateurs politiques de droite ou du centre ne l'aient pas fait non plus. Il n'y a rien d'étonnant non plus que certains d'entre eux, dont Jean Bethke Elshain, professeur d'éthique sociale et politique, aient déclaré que comme accuser

le pouvoir de complicité sort du champ du débat rationnel, il convient d'ignorer toute argumentation sur ce sujet. Qualifiant de stupide le fait de suggérer que des autorités américaines, président compris, puissent être complices des attaques, Elshtain ajoute : « Ce genre de folie furieuse sort des limites du débat politique » et donc ne « mérite même pas qu'on l'entende ». ²² Partant de là, il n'est plus nécessaire d'examiner les preuves qu'avancent les opposants à la thèse officielle, même si ces opposants sont des collègues universitaires qui enseignent dans des universités voisines comme les deux universitaires canadiens très respectés que sont l'économiste Michel Chossudovsky et philosophe social John McMurtry. ²³ Elshtain a beau souligner que « si nous découvrons que notre présentation des faits est fautive, alors nos analyses et nos considérations éthiques le seront aussi » ²⁴, elle n'estime à l'évidence pas nécessaire d'envisager que la version officielle des événements du 11 Septembre puisse être fautive. On a beau déplorer cette attitude, surtout lorsqu'elle vient de la communauté intellectuelle, elle n'a rien d'étonnant.

Ce qui surprend, en revanche, c'est que les opposants de gauche à la politique américaine, qui se soucient peu de se voir qualifier d'antipatriotiques ou de sacrilèges, n'ont pas envisagé, au moins au grand jour, la possibilité d'une complicité des autorités. ²⁵

Certes, ils se sont montrés très critiques sur la façon dont l'administration Bush a répondu au 11 Septembre. Ils ont notamment souligné qu'elle s'en est servi comme prétexte pour mettre en œuvre des décisions et conduire des opérations qui n'ont que peu de rapport avec le fait de punir les coupables des attaques ou de faire en sorte que ce genre d'attaque ne puisse plus se reproduire. Ils ont même souligné que la plupart de ces décisions et opérations faisaient déjà partie des projets de l'équipe Bush avant les attentats, de sorte que le 11 Septembre n'a pas été la cause mais le prétexte de leur mise en application. Ces opposants savent aussi que dans le passé les États-Unis se sont souvent servis d'« incidents » comme prétextes pour entrer en guerre. Les cas les plus notoires sont les guerres contre le Mexique, Cuba et le Vietnam. ²⁶ Mais peu de ces opposants ont sérieusement cherché à savoir, au moins de façon visible, si cela est le cas pour le 11 Septembre. Pourtant, prouver que c'est le cas serait à coup sûr le meilleur moyen de saper la politique du gouvernement Bush à laquelle ils sont si farouchement opposés. Délaissant la « *théorie du complot* », ils acceptent au moins implicitement celle de la « *coïncidence* » selon laquelle les attaques du 11 Septembre sont, pour l'administration, une simple aubaine qui lui a permis de mettre en œuvre ses projets.

Rahul Mahajan, brillant critique de l'impérialisme américain et qui a son franc-parler, nous fournit un exemple de cette attitude. Il analyse les

thèmes de l'impérialisme américain depuis le 11 Septembre à la lueur du document auquel nous avons fait allusion plus haut qui mentionne la nécessité d'un « nouveau Pearl Harbor ». Il s'agit du rapport intitulé « Reconstruire les défenses de l'Amérique » rédigé par le PNAC.* Les trois thèmes majeurs de ce texte, souligne Mahajan, sont la nécessité de déployer sur la planète davantage de bases militaires d'où il sera possible de projeter des troupes, celle de provoquer des « changements de régime » dans les pays hostiles aux intérêts américains et celle d'augmenter fortement les dépenses militaires, en particulier dans le domaine de la défense antimissile que l'on comprend implicitement non comme de la dissuasion mais « comme un préalable au maintien de la prééminence américaine » en empêchant les autres pays de nous dissuader. Mahajan souligne que « les attaques du 11 Septembre ont été une occasion naturelle de faire bondir le budget militaire ». Il ajoute que les autres idées contenues dans ce document, jointes aux préoccupations, connues de tous, de Bush et Cheney en matière de pétrole, ont fourni les thèmes majeurs de leur stratégie impérialiste post-11 Septembre. Mahajan note aussi que ce document souligne que l'évolution de la politique militaire sera impossible « en l'absence d'une catastrophe qui ferait office de catalyseur, comme un nouveau Pearl Harbor. » Et Mahajan continue en remarquant que « dans l'année qui a suivi, ils [les auteurs du document] ont eu leur Pearl Harbor ainsi que l'occasion de transformer en réalité leurs fantasmes d'impérialisme. » Pourtant, alors qu'il insiste sur tous ces arguments, Mahajan préfère croire à la coïncidence plutôt qu'au complot et déclare : « Les théoriciens du complot vont à coup sûr se réjouir, mais cet événement comme tant d'autres de l'histoire des États-Unis est l'illustration de l'axiome bien connu de Pasteur qui dit que : “La fortune sourit à l'esprit qui y est préparé”. »²⁷

Bien sûr, Mahajan a peut-être raison. Mais il ne nous donne aucune raison de penser comme lui. En particulier, rien ne prouve qu'il s'est penché sur les arguments de ceux qui estiment que les attaques n'ont pu réussir que grâce à la complicité du gouvernement américain.

* PNAC: *Project for the New American Century* [Projet pour un nouveau siècle américain]. Il s'agit d'un groupe de travail chargé de préparer les grandes orientations d'un projet politique visant à faire des États-Unis outre la première puissance du monde, le meneur de la politique mondiale dans tous les domaines.

COMMENT CE LIVRE A-T-IL VU LE JOUR ?

Qu'il soit vrai ou non que Mahajan ait écarté les preuves sans les examiner, c'est ce que j'ai moi-même commencé par faire. Jusqu'au printemps 2003, je ne me suis penché sur aucune de ces preuves. Je savais vaguement que des gens, au moins sur l'Internet, présentaient des argumentaires contre la version officielle des événements du 11 Septembre et proposaient une thèse révisionniste selon laquelle les autorités américaines en étaient complices. Mais je n'ai pas pris le temps de rechercher leurs sites Internet. J'étudiais de façon approfondie l'histoire de l'expansionnisme et de l'impérialisme américains depuis le 11 Septembre, je savais donc que dans le passé le gouvernement américain avait plusieurs fois manipulé des « incidents » pour se lancer dans la guerre. Mais l'idée que le 11 Septembre puisse lui aussi avoir été arrangé avait beau m'avoir traversé l'esprit, je n'avais pas pris au sérieux cette possibilité. Il me semblait proprement incroyable que même l'administration Bush puisse perpétrer un acte aussi odieux. J'ai considéré que ceux qui le prétendaient n'étaient que des « théoriciens du complot » au sens péjoratif qu'on donne généralement à ce terme, c'est-à-dire, pour parler crûment, des dingues. Je savais que s'ils avaient raison cela aurait des conséquences importantes. Mais j'étais si sûr qu'ils avaient tort, que ce qu'ils écrivaient n'était que des thèses farfelues s'appuyant sur des conclusions hasardeuses fondées sur des preuves discutables et je ne voyais pas l'utilité de perdre du temps et de l'énergie à rechercher ces publications. J'admets donc tout à fait que la plupart des gens ne se sont pas penchés sur les preuves qu'on leur propose. La vie est courte et la liste des théories du complot est longue. J'ai considéré que les théories du complot à propos du 11 Septembre n'avaient rien de crédible.

Et puis, un de mes collègues professeurs m'envoie un courriel qui m'indique quelques sites pertinents. Le sachant homme sensé, j'examine les données qu'on trouve sur Internet, en particulier le site imposant d'un chercheur indépendant du nom de Paul Thompson, intitulé « A-t-on laissé le 11 Septembre se produire? ». ²⁸ Je suis surpris, voire stupéfié, même si Thompson se limite strictement aux sources essentielles ²⁹, de voir la quantité d'éléments qu'il a réunis conduisant à la conclusion que l'administration Bush a volontairement laissé se produire les attaques du 11 Septembre. À peu près au même moment, j'ai l'occasion de lire le livre de Gore Vidal, *Rêve de guerre : du sang contre du pétrole et la Junte Cheney-Bush*, qui m'oriente vers le livre le plus volumineux qui traite du 11 Septembre. Il s'agit de celui de Nafeez Ahmed : *La Guerre contre la liberté : comment et pourquoi l'Amérique a été attaquée le 11 Septembre*. Ahmed est un chercheur indépendant qui travaille en Angleterre. ³⁰

Son livre présente un argumentaire organisé et très documenté qui conteste la version généralement admise à propos du 11 Septembre, qui veut que cet événement soit une conséquence de la défaillance de nos services de renseignement.³¹ Ahmed, comme Thompson, pense que les attaques n'ont pu réussir que grâce à des complicités en haut lieu et non pas uniquement à cause de l'incompétence d'échelons plus modestes. En réunissant les travaux d'Ahmed et de Thompson je découvre les premiers éléments suffisamment graves et concordants pour justifier une enquête approfondie de la part de la presse américaine, du Congrès³² et de la Commission indépendante sur le 11 Septembre³³, tous organismes qui ont jusqu'alors opéré dans le cadre de la présupposition selon laquelle le 11 Septembre résulte de failles dans le renseignement et les relations inter-services.

Je me rends également compte du fait que le travail accompli par Thompson et Ahmed ne va pas toucher beaucoup d'Américains. Les chronologies de Thompson, utiles aux chercheurs qui disposent de temps et ont la patience nécessaire, ne sont pas faciles à lire pour le citoyen ordinaire, en partie parce qu'elles ne sont consultables que sur Internet, en partie parce que, comme le terme de chronologie l'indique, les preuves sont analysées par date plutôt que par sujet.³⁴ Les arguments qu'analyse Ahmed sont bien présentés sous forme de livre et arrangés par thèmes, mais l'ouvrage est fort long et contient beaucoup plus d'éléments qu'il n'est utile pour étayer la thèse qu'il défend. En outre, il présente beaucoup de ces éléments en excédent dans les chapitres du livre qui précèdent chaque démonstration, ce qui fait qu'il faut passer par plusieurs chapitres avant d'arriver à celui qui démonte carrément la thèse officielle. Si on veut que beaucoup de gens, notamment des parlementaires fort occupés, puissent prendre connaissance des informations importantes qu'apportent Thompson et Ahmed, il faut leur exposer les choses sous une autre forme.

C'est pourquoi j'ai décidé d'écrire pour une revue un article qui résumerait les principaux argumentaires et qui orienterait les lecteurs intéressés vers les travaux de Thompson, Ahmed et tous ceux qui présentent une thèse révisionniste à propos du 11 Septembre. Mais cet article a pris de plus en plus de volume pour finir par atteindre celui du manuscrit d'un livre, parce que je me suis rapidement rendu compte que, même en essayant de me limiter aux éléments de preuves les plus importants, il était impossible de présenter dans un article une thèse intelligible qui rendrait compte des arguments que présentent ces chercheurs.

De plus, après avoir commencé à écrire, j'ai entendu parler du travail du chercheur français dont j'ai déjà parlé, Thierry Meyssan, et en particulier de son hypothèse selon laquelle l'aéronef qui a frappé le Pentagone n'est pas le Boeing 757 du vol AA77, mais un missile guidé. La première

fois que j'ai entendu parler de cette hypothèse, j'ai conclu, comme sans doute la plupart des gens, qu'elle était absurde. Il est certain qu'il y a une telle différence entre un gigantesque Boeing 757 et un missile relativement petit que si le Pentagone avait été touché par un simple missile, jamais les autorités du Pentagone n'auraient pu faire croire à quiconque qu'il s'agissait d'un Boeing 757 ! La presse ne nous avait-elle pas expliqué que l'avion avait ouvert une brèche de 60 mètres de largeur sur une hauteur de cinq étages ? N'avions-nous pas entendu dire par la presse qu'un des passagers du vol AA77, la commentatrice de télévision Barbara Olson, avait annoncé qu'il faisait route vers Washington ? Des témoins oculaires ne l'avaient-ils pas identifié ? Pratiquement tout le monde, y compris parmi les détracteurs de la version officielle, avait accepté l'idée que c'est le vol AA77 qui a frappé le Pentagone. Comment pouvaient-ils tous avoir tort ? Pourtant, après avoir lu moi-même le livre de Meyssan, je me suis rendu compte que sa thèse, aussi absurde qu'elle puisse paraître de prime abord, tient debout. J'ai fini par conclure que c'est à propos de la frappe sur le Pentagone, en admettant que les descriptions de Meyssan soient justes, que la thèse officielle semble, à l'évidence, la plus mensongère. Ou en tout cas qu'elle est la mieux placée pour mériter cette distinction. Le fait que la présentation officielle de la frappe sur le Pentagone ait été si largement admise est un excellent exemple de ce que le public ne s'est pas vu présenter les éléments de preuve les plus probants. Le présent ouvrage vise à en rassembler la trame essentielle.

Aucun livre ne l'a fait auparavant. Le livre d'Ahmed, qui est de loin le plus exhaustif, ne contient pas beaucoup des informations qu'on trouve dans les chronologies de Thompson ou les livres de Meyssan. Et les livres de Meyssan tout en présentant des données importantes qu'on ne trouve pas ailleurs, sont loin de réunir tous les éléments que présentent Ahmed et Thompson. Il en va de même pour l'autre ouvrage important en anglais sur le sujet, *Guerre et mondialisation : à qui profite le 11 Septembre ? (War and Globalisation: The Truth Behind September 11)* de Michel Chossudovsky. Comme l'indique son sous-titre, il se concentre sur ce qu'il y a derrière les événements du 11 Septembre en n'abordant que brièvement les événements eux-mêmes. Dans le présent livre, j'ai réuni les éléments qui me semblent les plus probants dans ces ouvrages³⁵ et autres sources.³⁶

CONTENU DU LIVRE

D'après ce que j'ai constaté, on met en avant cinq types principaux d'arguments à l'encontre de la thèse officielle. Le premier type, qui prend en compte les incohérences et les invraisemblances de la version officielle

des événements du 11 Septembre lui-même, fait l'objet des quatre chapitres de la première partie. Les quatre autres types de preuves font l'objet de la deuxième partie. Tous ces argumentaires conduisent à poser des questions embarrassantes³⁷ qui le sont précisément parce qu'elles laissent penser que la thèse officielle est, ainsi que le dit le titre de la version anglaise du premier livre de Meyssan, *The Big Lie** un énorme mensonge.³⁸ Elles sont également embarrassantes parce qu'elles suggèrent que la thèse révisionniste qui veut que les attaques du 11 Septembre, que le président Bush a à juste titre appelées «le Mal», ont été perpétrées avec la complicité de certains membres de sa propre administration.

Dans la conclusion, je pose la question de savoir si la meilleure explication des faits que l'on présente dans les chapitres qui précèdent n'est pas, comme le soutiennent les révisionnistes, une complicité gouvernementale dans les attaques du 11 Septembre. Ensuite j'aborde les implications de cette hypothèse pour le type d'enquête qui s'impose.

LES SIGNIFICATIONS POSSIBLES D'UNE « COMPLICITÉ GOUVERNEMENTALE »

Bien que les thèses révisionnistes sur lesquelles s'appuie ce livre accusent les autorités de complicité dans les attaques du 11 Septembre, il est un point qu'elles n'abordent pas, c'est une étude approfondie de ce qu'elle entendent par une «complicité gouvernementale». On peut envisager au moins huit significations au terme de complicité gouvernementale par rapport aux événements du 11 Septembre. Pour que le lecteur puisse choisir au fur et à mesure qu'il étudie les arguments avancés, je liste ces huit façons de comprendre le terme par ordre de gravité croissante, relativement à l'accusation qu'elles font peser sur l'administration Bush.

1. La construction d'une thèse mensongère.

La première possibilité est que bien que les autorités gouvernementales n'aient en rien facilité les attaques et qu'elles ne s'y soient pas attendues, elles ont bâti une version fallacieuse des événements, soit pour protéger le Conseil national de sécurité, soit pour dissimuler des faits potentiellement embarrassants pour elles, soit pour exploiter l'événement afin de mettre en œuvre leurs projets, soit pour toute autre raison.

* 9/11 : *The Big Lie* est le titre anglais de la traduction du livre *L'Effroyable Imposture*. (NdT)

Cette façon de voir les choses a beau être l'accusation la moins grave, elle suffit à lancer la procédure de destitution (*impeachment*), en particulier si le président a menti à propos du 11 Septembre pour en tirer un avantage personnel ou pour justifier des projets antérieurs comme l'attaque de l'Afghanistan et de l'Irak.

2. *Les services de renseignement s'y attendaient.*

Une deuxième façon possible d'envisager les choses est que bien qu'ils n'aient eu à l'avance aucune information précise sur les attaques, certains services de renseignement américains comme le FBI, la CIA et certains services militaires de renseignement, s'attendaient à ce que se produisent des attaques d'un type ou un autre. Bien qu'ils n'aient joué aucun rôle dans l'organisation des frappes, ils les ont peut-être facilitées en ne prenant délibérément pas les mesures visant à les prévenir. * Ensuite, sans avoir alerté la Maison Blanche de leur passivité volontaire, ils l'ont persuadée après le 11 Septembre non seulement de couvrir leur culpabilité en bâtissant une thèse mensongère mais encore de mettre en œuvre les projets auxquels ces attaques devaient servir de prétexte.

3. *Des événements précis attendus par les services de renseignement.*

La troisième façon possible d'envisager les choses est que des services de renseignement, mais pas la Maison Blanche, aient eu des informations précises sur le calendrier et les objectifs des attaques.

4. *Des services de renseignement parties prenantes.*

Quatrième façon d'envisager la complicité des autorités, des services de renseignement, mais toujours pas la Maison Blanche, auraient pris une part active à l'organisation des attaques.

5. *Implication du Pentagone.*

Cinquième possibilité : le Pentagone, mais pas la Maison Blanche, a pris une part active dans l'organisation des attaques.

6. *La Maison Blanche s'attendait à quelque chose.*

Sixième possibilité : quoique ne disposant pas d'informations préalables précises, la Maison Blanche s'attendait à ce que des attaques surviennent et était d'avis de les faciliter, au moins en ne faisant prendre aucune

* En langage militaire, prévenir une attaque consiste à mettre en œuvre tous les moyens pour l'empêcher de réussir.

mesure pour les prévenir.³⁹ Cette hypothèse laisse intacte la possibilité que la Maison Blanche ait été choquée par le nombre des victimes et l'ampleur finale des dégâts.

7. La Maison Blanche savait.

Septième possibilité : la Maison Blanche était au courant des objectifs et du calendrier des attaques.

8. La Maison Blanche est partie prenante dans le montage.

Huitième possibilité : la Maison Blanche a pris part à l'organisation des frappes.

Comme le montrent ces façons d'envisager les choses, on peut comprendre de diverses façons une accusation de complot ou de complicité des autorités dans les événements du 11 Septembre. Plusieurs d'entre elles n'impliquent pas une participation active à leur préparation et la plupart d'entre elles ne mettent pas en cause le président.

Il est important de faire la distinction entre ces possibilités, parce qu'elles montrent que l'examen de la thèse de complicité des autorités, qu'on l'admette ou qu'on la rejette, doit être plus nuancée qu'elle ne l'est en général. Par exemple, l'accusation que Jean Bethke Elshtain considère comme « absurde » et qu'elle repousse donc, est celle qui consiste à soutenir « que les autorités des États-Unis, jusques et y compris le président, ont fomenté les frappes pour renforcer leur popularité. »⁴⁰ En la formulant ainsi, non seulement elle assimile toute accusation de complicité à la huitième des possibilités envisagée ci-dessus, la plus grave, mais la relie à une motivation précise des autorités mises en cause : renforcer leur popularité. Ayant disqualifié pour cause d'absurdité cette accusation très ciblée, elle croit à l'évidence avoir écarté toute idée de complicité gouvernementale. Il reste pourtant de nombreuses autres façons d'envisager cette complicité.

Ainsi, Michael Parenti, l'un des penseurs de gauche bien connus qui ont envisagé une forme de complicité de la part des autorités, souligne à l'instar de Mahajan que les frappes ont été si opportunes qu'elles ont entraîné la suspicion : « Les attaques terroristes du 11 Septembre ont fourni un prétexte si commode à une politique réactionnaire à l'intérieur et à un expansionnisme impérialiste à l'extérieur que beaucoup de gens ont pensé que le gouvernement y avait mis sa patte. » Au départ, Parenti semble écarter ce soupçon de façon aussi catégorique que Mahajan ; il écrit : « J'ai du mal à croire que la Maison Blanche ou la CIA ont pris une part active à un complot visant à détruire le World Trade Center et une

partie du Pentagone, tuant ainsi tant d'Américains, pour créer un *casus belli* avec l'Afghanistan.»⁴¹

Mais Parenti n'en reste pas là. Citant un article de Patrick Martin qui fait référence à des faits suggérant une complicité de certains organismes officiels, il fait sienne la conclusion de Martin, à savoir que si le gouvernement américain n'a pas organisé les frappes dans le détail ni envisagé qu'il allait y avoir des milliers de morts, il « s'attendait à ce que quelque chose se passe et a regardé ailleurs. »⁴² Parenti se range ainsi à la deuxième ou, plutôt, à la sixième des hypothèses possibles listées ci-dessus.

Quoi qu'il en soit et comme je l'ai dit plus haut, j'ai découvert que les révisionnistes ont amplement donné corps à au moins une des hypothèses de complicité des autorités. Pour conclure qu'ils l'ont prouvée, il faudrait établir que les éléments sur lesquels ils s'appuient sont fiables. Et, bien que je n'ai repris que les arguments qui me semblent crédibles, je n'en ai pas vérifié l'exactitude par moi-même. Comme le lecteur s'en rendra compte, on avance une telle quantité de preuves de toutes natures qu'aucun individu, surtout s'il ne dispose ni du temps ni des ressources nécessaires, ne peut en vérifier l'exactitude. C'est pourquoi je me contente d'affirmer que les révisionnistes ont présenté des arguments forts conduisant à penser à la complicité des autorités, suffisamment forts pour justifier des recherches de la part de ceux qui ont les moyens de les conduire, la presse et le Congrès des États-Unis. Si une proportion significative des éléments que je récapitule ici est établie, on est inévitablement conduit à conclure que les attaques du 11 Septembre n'ont pu réussir qu'en raison de complicités gouvernementales.

Je devrais peut-être souligner le fait qu'il n'est pas nécessaire que tous les éléments avancés soient établis, étant donné la nature des argumentaires. Comme on dit, certains argumentaires « n'ont que la solidité de leur argument le plus faible. » Il s'agit des argumentaires déductifs, dans lesquels chaque étape dépend de la véracité de la précédente. Si une des hypothèses est fausse tout l'argumentaire s'effondre. Mais l'argumentaire sur le 11 Septembre est cumulatif. Ce type d'argumentaire est un argumentaire général qui se compose de plusieurs argumentaires particuliers indépendants les uns des autres. Ainsi chacun d'entre eux appuie les autres. Au lieu de constituer une chaîne, un argumentaire cumulatif ressemble plutôt à un câble composé de plusieurs torons. Chaque toron renforce le câble. Et s'il est composé de plusieurs torons, il tient encore même si plusieurs torons se rompent. Comme le lecteur s'en rendra compte, l'argumentaire qui conclut à la complicité d'État à propos du 11 Septembre et que synthétise ce livre est constitué de nombreux torons. Si les prétendus éléments de preuve sur lesquels certains d'entre eux

s'appuient se révélaient douteux, cela ne saperait pas pour autant l'argumentaire général. Cet argumentaire cumulatif serait simplement étayé par moins de torons. Et certains de ces torons sont si solides que si les preuves sur lesquelles ils s'appuient se confirmaient, il suffirait d'un ou deux d'entre eux pour établir les faits.⁴³

LES « THÉORIES DU COMLOT »

Cependant, avant de nous pencher sur les preuves, il nous faut pendre le temps de nous pencher sur le fait auquel nous avons déjà fait allusion, à savoir qu'il faut s'attendre à ce que tous ces éléments de preuve risquent de se voir rejetés *a priori* au motif que ce sont des « théories du complot. » En effet, il semble que le préalable donnant accès au discours à destination du public soit d'annoncer d'emblée qu'on rejette les théories du complot. Quel raisonnement se cache derrière cette façon d'aborder la question ? Ce ne peut pas être que nous rejetions formellement l'idée même de l'existence de conspirations. Nous acceptons tous des théories du complot de diverses natures. Nous admettons une théorie du complot dès que nous admettons que deux personnes ou plus ont secrètement conspiré pour atteindre un but, comme cambrioler une banque, frauder le fisc ou s'entendre sur des prix. Nous nous montrerions donc plus honnêtes si nous suivions l'exemple de Michael Moore qui a déclaré : « À ce jour, je n'entre pas dans les théories du complot, sauf celles qui sont vraies. »⁴⁴

Pour être un peu plus précis sur ce sujet, on peut dire que nous acceptons toutes les théories du complot auxquelles nous croyons alors que nous rejetons celles que nous considérons comme fausses. On ne peut donc pas diviser le monde en deux, les gens qui admettent les théories du complot et ceux qui les rejettent. Dans ce domaine, on ne peut classer les gens qu'en fonction des théories du complot qu'ils acceptent et celles qu'ils rejettent.⁴⁵

Pour revenir aux frappes du 11 Septembre, il est faux d'affirmer que ceux qui prétendent qu'elles ont eu lieu avec la complicité des autorités sont des « adeptes des théories du complot » alors que ceux qui admettent la thèse officielle ne le sont pas. Sur ce sujet précis les gens se différencient en fonction de celle des théories du complot qu'ils considèrent comme vraie ou en tout cas la plus probable. Selon la thèse officielle, les frappes du 11 Septembre sont le fruit d'un complot islamiste dont Oussama ben Laden est le chef. Les révisionnistes rejettent cette thèse, au moins en tant qu'explication suffisante, et maintiennent qu'on ne peut expliquer les attaques de manière satisfaisante sans émettre le postulat d'un complot de certaines autorités gouvernementales américaines, qui a consisté au moins à laisser réussir les frappes. En conséquence, le choix

réside simplement entre une version du complot officiellement admise et une des versions révisionnistes.

Savoir laquelle nous admettons dépend ou devrait dépendre de celle que nous considérons comme la mieux corroborée par les faits. Les partisans de la thèse révisionniste considèrent qu'il existe de nombreux éléments qui non seulement conduisent à conclure à l'inexactitude de la théorie du complot officiellement admise, celle que nous appelons la version ou la thèse officielle, mais encore insistent sur la véracité de la thèse révisionniste. Tournons-nous maintenant vers ces preuves.

extra

NOTES

OUVRAGES FRÉQUEMMENT CITÉS

- Ahmed, Nafeez Mosaddeq. *The War on Freedom: How and Why America Was Attacked September 11, 2001*. [La Guerre contre la liberté : Comment et pourquoi l'Amérique a été attaquée le 11 Septembre 2001], (Tree of Life Publications, Joshua Tree, Californie, 2002).
- Chossudovsky, Michel. *War and Globalisation: The Truth Behind September 11th*. (Global Outlook, Canada, 2002). Paru en français sous le titre : *Guerre et mondialisation : À qui profite le 11 Septembre ?*, (Le Serpent à plumes, Paris, 2002).
- Meyssan, Thierry. *9/11: The Big Lie*. (Carnot Publishing, London, 2002). Traduction de *L'Effroyable Imposture* (Éditions Carnot, Paris, 2002). – *Pentagate*. (Carnot Publishing, London 2002). Traduction de *Le Pentagate* (Éditions Carnot, Paris, 2002).
- Thompson, Paul. “September 11: Minute-by-Minute”, Center for Cooperative Research. After the first citation in a chapter, cette entrée sera simplement citée comme Thompson ou *Timeline*, suivie par la date ou l'heure dans la chronologie. Par exemple : Thompson (8h55 du matin) ou *Timeline*, 8h55 du matin, selon sa propre façon d'indexer l'article en question, sur les pages concernées de son site Internet consultable sur : http://www.cooperativeresearch.org/project.jsp?project=911_project
- “Was 9/11 Allowed to Happen? The Complete Timeline”, Center for Cooperative Research. *Ibid*. Adresse Internet du Site du Center for Cooperative Research à : www.cooperativeresearch.org - puis Complete 9/11 Timeline ou http://www.cooperativeresearch.org/project.jsp?project=911_project

Le contenu de cette extraordinaire source informative de référence que représente *The 9/11 Complete Timeline* est actuellement en cours de traduction et sera bientôt disponible sur le site-miroir en français, mis en place par les Éditions Demi-Lune, à l'adresse : www.chronologie11septembre.info

Nous vous conseillons fortement une visite de l'un ou l'autre site !

INTRODUCTION

1. James Bamford, *Body of Secrets: Anatomy of the Ultra-Secret National Security Agency* [Le Corps des Secrets: une anatomie de l'ultra-secrète N.S.A.], (Éditions Anchor Books, New York, 2002), p.633.

2. *Washington Post*, 27 janvier 2002.

3. Henry Kissinger, «Destroy the Network,»[Détruisons le réseau], *Washington Post*, 11 septembre 2001 (washingtonpost.com), cité par Thierry Meyssan dans *L'Effroyable Imposture* (Éditions Carnot, Chatou, 2002), p.69.

4. Lance Morrow, «The Case for Rage and Retribution» [Le Procès de la fureur et du châtement], hebdomadaire *Time*, du 11 septembre 2001.

5. Projet pour un nouveau siècle américain, reconstituer les défenses de l'Amérique: stratégie, forces armées et moyens pour un nouveau siècle (www.newamericancentury.org) p.51. Nous étudierons ce document plus loin.

6. John Pilger, *New Statesman* [L'Homme d'État nouveau], du 12 décembre 2002.

7. Leonard Wong de l'Institut d'études stratégiques, *Defeating Terrorism: Strategic Issues Analysis* [Vaincre le terrorisme: analyse de questions stratégiques], «Entretenir le soutien de l'opinion aux opérations militaires», «Maintaining Public Support for Military Operations» (<http://carlisle-www.army.mil/usassi/public.pdf>), cité dans *L'Effroyable Imposture*, p.145.

8. Au sujet des restrictions de libertés et leurs conséquences, cf. Nancy Chang: «*Silencing Political Dissent: How Post-September 11 Anti-Terrorism Measures Threaten Our Civil Liberties*» [Faire taire les dissidences politiques: comment les mesures anti-terroristes d'après le 11 Septembre menacent nos libertés civiles], préface de Howard Zinn, (Éditions Seven Stories, New York, 2002).

9. Phyllis Bennis: «*Before and After: US Foreign Policy and the September 11th Crisis*, [Avant et après: la politique étrangère américaine et la crise du 11 Septembre], préface de Noam Chomsky (Olive Branch Press, Northampton, Mass., 2003).

10. Voir Richard W. Van Alstyne, *The Rising American Empire* [L'Empire américain en plein essor], (Éditions Norton, New York, 1974), Walter LaFeber *The New Empire: An Interpretation of American Expansion 1860-1898* [Le Nouvel Empire, interprétation de l'expansion américaine de 1860 à 1898], (Cornell University Press Ithaca, 1963 et 1998), Thomas J. McCormick, *China Market: America's Quest for Informal Empire 1893-1901* [Le Marché chinois: les États-Unis en quête d'un empire informel de 1893 à 1901] (Éditions Quadrangle Books, Chicago, 1967), Lloyd C. Gardner, Walter F. LaFeber et Thomas J. McCormick: *Creation of the American Empire* [La Création de l'Empire américain] (Éditions Rand McNally, Chicago, 1973), Laurence Shoup et William Minter: «Imperial Brain Trust: The Council of Foreign Relations and the United States Foreign Policy» [Le «Brain trust» impérial: le conseil aux relations étrangères et la politique internationale américaine], (*Monthly Review Press* New York, 1977), Anders Stephenson, *Manifest Destiny: American Expansion and the Empire of Right* [La Destinée manifeste: l'expansion américaine et l'empire du droit], (Éditions Hill and Wang, New York, 1995).

11. «Plus que quelque politique que ce soit, écrit Bennis, la cause principale de la colère internationale contre les États-Unis est l'arrogance avec laquelle s'exerce la puissance américaine» (*Before and After* [Avant et Après], p.XV).

12. «Resisting the Global Domination Project: An Interview with Prof. Richard Falk» [La Résistance au projet de domination globale: interview du Professeur Richard Falk], périodique *Frontline*, n° 20 p. 8 (12 au 25 avril 2003).

13. Par exemple, Rahul Mahajan, «The New Crusade: American's War on Terrorism» [La Nouvelle Croisade: la guerre des Américains contre le terrorisme], (*Monthly Review*, New York, 2002), p.7.

14. Le *New York Times*, du 11 septembre 2002.

15. William Bunch, « Why Don't We Have Answers to These 9/11 Questions? » [Pourquoi n'obtient-on pas de réponses à ces questions sur le 11 Septembre?], *Philadelphia Daily News* édition en ligne, 11 septembre 2003.

16. En revanche, les médias de plusieurs autres pays ont publié des articles de journalistes d'investigation. Au Canada, par exemple, le journaliste Barrie Zwicker a présenté les 21 et 28 janvier 2002 un dossier en deux parties intitulé : « La grande imposture : ce qui s'est vraiment passé le 11 Septembre » (MediaFile, Vision TV Insight [www.visiontv.ca]. En Allemagne, le débat public a été tel qu'un sondage réalisé en juillet 2003 a montré que 20% de la population allemande pensaient que « le gouvernement américain a lui-même commandité les frappes » (Ian Johnson : « Conspiracy Theories about September 11 Get Hearing in Germany » [Les Théories du complot à propos du 11 Septembre gagnent en audience en Allemagne], *Wall Street Journal*, 29 septembre 2003).

17. *Press Gazette*, 15 août 2002.

18. Les remarques de Rather exprimées lors d'une interview sur le plateau de l'émission de télévision de Greg Palast *Newsnight* ont été reprises dans un article du *Guardian* du 17 mai 2002. Greg Palast cite cette déclaration dans un chapitre de son livre *The Best Democracy Money Can Buy: The Truth about Corporate Cons, Globalization, and High-Finance Fraudsters* [La Meilleure Démocratie à vendre : la vérité sur le clan des Conservateurs, la globalisation et les fraudeurs de la haute finance], (Éditions Plume, s.l., 2003). Le chapitre s'intitule « See No Evil: What Bush Didn't (Want to) Know about 9/11 » [On ne voit pas le Mal : ce que Bush n'a pas voulu savoir à propos du 11 Septembre]. Le livre est une réédition américaine de son ouvrage de 2002 avec un autre sous-titre. Il a également été mis en ligne le 1^{er} mars 2003 sur le site Internet : TomPaine.com

19. « Remarks by the President in Photo Opportunity with the National Security Team » [Remarques du président à l'occasion d'une photo avec l'équipe nationale de sécurité] à voir sur le site officiel : www.whitehouse.gov/news/releases/2001/09/20010912-4.html

20. « President's Remarks at National Day of Prayer and Remembrance » [Remarques du président lors du jour national de prière et de souvenir], site : www.whitehouse.gov/news/releases/2001/09/20010914-2.html

21. Les références données dans les notes 19 et 20 sont citées dans *L'Effroyable Imposture*, p.82 à 84 et 86.

22. Jean Bethke Elshtain, *Just War Against Terror: The Burden of American Power in a Violent World* [La Guerre juste contre la terreur : le fardeau de la puissance américaine dans un monde de violence], (Éditions Basic Books, New York, 2003), p.2 et 3.

23. Voir Michel Chossudovsky : *War and Globalisation: The Truth Behind September 11* [Guerre et mondialisation : À qui profite le 11 Septembre?], (Global Outlook, Canada, 2002), et John McMurtry, *Value Wars: The Global Market Versus the Life Economy* [La Guerre des valeurs : Le marché global contre l'économie de la vie] (Pluto Press, London, 2002), Préface.

24. Elshtain, p.9.

25. Dans une certaine mesure, il s'agit d'une question de principe, la crainte que prêter attention à de possibles complots n'ait un effet de division. Certaines des raisons qui motivent cette attitude sont bonnes. L'une est que le fait de se focaliser sur de criminels complots de l'équipe dirigeante en place puisse donner l'impression empreinte de naïveté que ce n'est que si l'on peut changer ces individus que les choses s'amélioreront. Sous-jacente à ce souci est la crainte que se concentrer sur les comploteurs risque de détourner l'attention de la question autrement importante posée aux plans national et international par les problèmes structurels d'organisation, problèmes qu'il va bien falloir surmonter. Mais bien qu'il faille se protéger de ces dangers, il faut éviter une trop grande dichotomie entre l'analyse structurelle et la question du complot. Ceci pour une chose, bien que l'analyse structurelle soit indispensable à la compréhension profonde des

processus sociaux, les structures en tant que telles, étant des abstractions, ne se mettent pas en œuvre toutes seules.

Elles n'ont de l'influence que dans la mesure où elles se matérialisent en acteurs, tant des personnes que des institutions, qui agissent en leur nom. En outre, ces acteurs ne se déterminent pas entièrement en fonction des valeurs dominantes de leur environnement.

Ils ont une marge de liberté dont ils peuvent user pour agir de façon plus ou moins sage, plus ou moins juste, plus ou moins légale. Lorsque des dirigeants politiques mettent en œuvre des politiques manifestement injustes, dangereuses voire illégales, il est primordial de remplacer ces dirigeants par d'autres qui soient au moins un peu meilleurs. Enfin, et c'est le plus important, le fait de révéler un complot peut attirer l'attention sur les structures défectueuses d'une société au lieu de l'en distraire. Par exemple, s'il s'avérait évident que nos dirigeants politiques nationaux ont provoqué ou au moins autorisé les frappes du 11 Septembre, et qu'ils l'ont fait en partie parce qu'ils se sont trop imprégnés de certaines conceptions prégnantes de notre société, nous pourrions finalement décider que c'est toute la société qu'il faut remettre sur le droit chemin.

26. Évidemment, cette pratique n'est pas particulière aux États-Unis. Par exemple, on admet généralement que «l'incident de Moukden» lors duquel une explosion a détruit en partie le chemin de fer japonais de Mandchourie a été mis à profit par certains officiers nippons «comme excuse pour envahir la Mandchourie» (Walter LaFeber, *The Clash: US-Japanese Relations Throughout History* [L'Incident: les relations américano-japonaises au cours de l'histoire], (Éditions Norton, New York, 1997), p.166.

27. Rahul Mahajan, *Full Spectrum Dominance: US Power in Irak and Beyond* [La Dominance intégrale: la puissance américaine en Irak et au-delà], (Seven Stories, New York, 2003), p.59, 50 et 48.

28. Sans que je le sache, au moment où je rédigeais la première édition, ce titre *Was 9/11 Allowed to Happen?* [A-t-on laissé le 11 Septembre se produire?] a été ajouté avec l'autorisation de Thompson sur le site Internet www.wanttoknow.info où j'ai pris connaissance de cette chronologie pour la première fois. Le site en propose aussi des versions adaptées aux exposés et conférences.

29. C'est l'un des traits par lesquels Thompson se présente lui-même comme différent de certains autres chercheurs, par exemple Michael Ruppert que je mentionne à la note 36 ci-dessous.

30. Gore Vidal, *Dreaming War: Blood for Oil and the Cheney-Bush Junta* [Rêve de guerre: du sang contre du pétrole et la Junte Cheney-Bush] (Thunder's Mouth/Nation Books, New York, 2002), Nafeez Mosaddeq Ahmed, *The War on Freedom: How and Why America Was Attacked September 11* [La Guerre contre la liberté: comment et pourquoi l'Amérique a été attaquée le 11 Septembre], (Tree of Life Publications, Joshua Tree, Calif., 2002). Vidal, l'un des principaux membres de la Gauche américaine qui a refusé la thèse officielle sur le 11 Septembre souscrit tout à fait au livre de N. Ahmed qu'il qualifie de «rapport le meilleur et le plus objectif à ce jour» et dont il résume l'argumentaire.

31. Cf. *Breakdown: How America's Intelligence Failures Led to September 11* [La Faille: comment les défaillances du renseignement américain ont conduit au 11 Septembre], (Éditions Regnerie, Washington, 2002), par Bill Gertz, journaliste au *Washington Times*. Gerald Posner fournit une version plus récente de cette thèse dans son *Why America Slept: The Failure to Prevent 9/11* [Pourquoi l'Amérique dormait: l'échec à prévenir le 11 Septembre], (Éditions Random House, New York, 2003). Posner attribue l'échec aux défaillances, maladresses, manques d'à-propos, embrouillaminis d'enquêtes, fautes, incompétences et fautes de jugement, à une bureaucratie étouffante et surtout à l'incapacité des différents services de renseignement à partager l'information. Posner affirme: «L'échec dans la prévention du 11 Septembre est lié au système. Il nous faut donc améliorer le système. Comme le dit sans esprit de critique Walter Russel Mead dans

une chronique sur les livres «le message que contient *Pourquoi l'Amérique dormait* est un message d'espoir. Le manque de compétence de notre communauté du renseignement est un problème que nous pouvons résoudre.» (The Tragedy of National Complacency), [La Tragédie de l'autosatisfaction nationale], *New York Times*, 29 octobre 2003.

32. Les commissions du renseignement du Sénat et de la Chambre des représentants ont conduit une recherche conjointe en 2002. Quoique ce groupe de travail ait terminé son rapport final en décembre 2002, l'administration Bush a longtemps refusé toute publication de ce document. Seul un bref résumé du rapport a été porté à la connaissance du public. On peut le consulter sur le site : <http://intelligence.senate.gov/press.htm> à la page du 11 décembre 2002. Finalement, à la fin juillet 2003, on a diffusé le rapport lui-même. Les commentaires de presse ont eu beau souligner le caractère étonnamment critique du texte, lesdites critiques se sont limitées à des accusations d'incompétence. On a bien sûr supprimé de larges passages du document au nom de la sécurité nationale, mais je ne vois aucune raison de penser que les passages supprimés, qui mettaient en cause, dit-on, des pays étrangers, en particulier l'Arabie Saoudite, aient contenu quelque accusation de complicité gouvernementale que ce soit dans les événements du 11 Septembre. Au chapitre 10, j'étudie les causes possibles de l'insuffisance du rapport de cette commission bipartite.

33. Bien que son nom officiel soit «Commission nationale sur les attaques terroristes contre les États-Unis», on la connaît sous le nom moins officiel de «Commission indépendante sur le 11 Septembre». Le président Bush s'est longtemps opposé à la création d'une telle commission sous prétexte qu'elle mobiliserait des moyens destinés à la guerre contre le terrorisme. Mais des révélations embarrassantes du groupe de recherche bipartite (voir note ci-dessus) ne lui ont, dit-on, pas laissé le choix (*Newsweek*, 22 septembre 2002). En novembre 2002, Bush signe le décret de création de la Commission dont le site Internet est : www.9-11commission.gov. J'examine les problèmes que pose cette commission au chapitre 10.

34. Entre-temps, Thompson a publié des articles organisés par thèmes. Les sujets étaient nombreux. Il publie aussi de plus en plus d'articles qui étudient divers aspects des controverses à propos du 11 Septembre. Voir le site : www.cooperative.research.org. Ses publications sont de plus en plus faciles à utiliser.

35. Ce qui veut dire implicitement que je ne fais pas miens tous les argumentaires des principales sources dont je fais usage. Par exemple, Meyssan soutient des thèses que je considère comme invraisemblables ou qui semblent reposer sur des preuves insuffisantes.

36. Une des faiblesses du présent ouvrage est que je n'ai le plus souvent pas essayé de discerner, en ce qui concerne les différents articles et éléments qui ont été publiés, quel enquêteur ou quel chercheur les avait avancés le premier. Ce qui signifie que souvent je ne les ai pas portés au crédit de la bonne personne. Par exemple, je cite souvent les chronologies de Thompson alors que je cite relativement rarement le site Internet de Michael Ruppert *From the Wilderness* (www.fromthewilderness.com ou www.copvia.com). Et pourtant, Ruppert est l'un des premiers détracteurs importants de la thèse officielle sur le 11 Septembre. En fait, Thompson écrit dans son préambule «Crédits et sources» : «J'ai commencé mon étude par dates après avoir vu l'excellente chronologie du site *From the Wilderness* et que je me sois mis à la compléter. J'ai trouvé que cette chronologie est une excellente base, mais pas aussi complète que je le souhaitais. Depuis, ma propre version s'est enflée de façon presque monstrueuse, mais ce qui m'a inspiré au départ se trouve dans *From the Wilderness* [Venu du désert], (www.cooperativeresearch.org/timeline/index.html). En outre, Ruppert n'est que l'un des quelques exemples de chercheurs, comme Jared Israel qui se sont mis à publier des informations s'opposant à la thèse officielle presque immédiatement après le 11 Septembre. Seulement, tenter de mettre de l'ordre dans tout cela pour rendre justice à chacun me détournerait de ma tâche qui est de contester publiquement la version

officielle des événements. Pour autant que je sache, la plupart des chercheurs sont plus intéressés par cela que par le fait de voir reconnaître leurs propres mérites. Rendre à chacun son dû sera bien fait par les historiens de ce combat s'il aboutit un jour.

37. Lorsque je déclare que de nombreuses questions embarrassantes n'ont pas trouvé de réponses, cela reflète l'attitude de nombreux groupes qui se sont formés pour étudier le 11 Septembre, dont l'un se nomme effectivement *Unanswered Questions*, [Questions sans réponse] (site : www.UnansweredQuestions.org). Quelques autres sont Vigilance Citoyenne sur le 11 Septembre (www.Citizenswatch.org), le Projet pour la Transparence sur le 11 Septembre (www.septembereleventh.org) ainsi que quelques associations de familles de victimes : Comité directeur des familles pour la Commission indépendante sur le 11 Septembre (www.911independantcommission.org), Les Voix du 11 Septembre (www.voicesofsept11.org) et Les Familles du 11 Septembre pour des Lendemain Pacifiques (www.peacefultomorrow.org).

38. Ce livre, cité dans des notes précédentes, est la traduction du livre de Meyssan *L'Effroyable Imposture*, (Éditions Carnot, Chatou, 2002).

39. On peut combiner cette possibilité avec n'importe laquelle des cinq qui précèdent dans la mesure où elles n'envisagent que l'implication d'autres services américains. On peut donc concevoir cette sixième possibilité de cinq façons différentes. Ceci est également valable pour les septième et huitième façons de voir les choses.

40. Elshtain, p.2 et 3.

41. Michael Parenti, *The Terrorism Trap: September 11 and Beyond* [Le Piège du terrorisme : le 11 Septembre et après] (City Lights, San Francisco, 2002), p.69 et 70.

42. Parenti, p.70 et 71, citation tirée de Patrick Martin, «US Planned War in Afghanistan Long Before September 11», [Les États-Unis avaient planifié la guerre en Afghanistan bien avant le 11 Septembre], Conférence socialiste mondiale du 20 novembre 2001. Citation de Parenti qui résume la position de Martin. www.wsws.org/articles/2001/nov2001/afghan20.html

43. J'insiste sur ce point parce que certains polémistes, confrontés à un livre dont la conclusion leur déplaît, cherchent à la discréditer en se focalisant sur les quelques points qu'ils pensent pouvoir le plus facilement démonter. Cette tactique, à supposer qu'on apporte des éléments très convaincants contre lesdits points, ne peut réussir que dans le cas d'un argumentaire déductif. Mais face à un argumentaire cumulatif, cette tactique ne peut avoir de résultats qu'auprès de ceux qui ont d'autres intérêts que la recherche de la vérité.

44. Michael Moore, *Dude, Where's My Country?* [Eh, mec ! Où est passé mon pays ?], (Warner Books, New York 2003), p.2.

45. Quelques précisions complémentaires sur ce point.

Il existe quelques théories du complot que je trouve plausibles bien que je ne sois pas convaincu de leur véracité, donc je tiens à garder à l'esprit l'éventualité qu'elles puissent être vraies. En conséquence, je reste disponible pour lire ou entendre les preuves qui tendent à les étayer. En revanche, il existe d'autres théories du complot qui me semblent totalement invraisemblables ; je mets alors en doute l'intelligence ou l'état mental des gens qui y croient ou qui envisagent la possibilité qu'elles soient vraies. Quels que soient les arguments qu'on avance comme preuve, je les rejette parce que, même si je ne peux pas expliquer les faits avancés, leur véritable explication ne peut pas être celle qu'on me propose. Mais ce qui me détermine à considérer une thèse comme invraisemblable est rarement un manque d'intérêt pour une preuve empirique. La vraisemblance dépend grandement de la vision générale du monde que l'on peut avoir. On est aussi influencé par ce que l'on souhaite et ce que l'on craint, et on accepte certaines notions parce que l'on souhaite qu'elles soient vraies alors que l'on en rejette d'autres parce que l'on pense qu'il serait trop effrayant qu'elles le soient. Pourtant, au moins quelquefois, on peut revoir sa position première, malgré ses *a priori*. La plupart des révisionnistes qui présentent leur point de vue sur le 11 Septembre semblent compter sur cette éventualité.